

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Action pour le Renouveau du Gaullisme La Voix du Gaullisme Social

Juin-Juillet 2004 : n° 33

Editorial

Contrastes et interrogations



C'est un paysage singulièrement contrasté que fait aujourd'hui apparaître l'examen de la situation extérieure et intérieure du pays.

A l'extérieur – si l'on met pour l'instant de côté les incertitudes européennes – le président de la République nous paraît avoir accompli, pour l'essentiel, les devoirs de sa charge, avec une note humaniste et presque progressiste en Amérique latine ; avec une réelle fermeté au sommet du G8 où, comme d'autres, M. Chirac a une nouvelle fois contesté l'impérialisme de Georges W. Bush : comme si l'échec sanglant, en Irak, de la coalition conduite par les Etats-Unis, leur impuissance relative face au terrorisme islamiste et leur complaisance à peine dissimulée vis-à-vis des prétentions de M. Sharon ne disqualifiaient pas, pour longtemps, les initiatives américaines dans le monde arabe !

Mais cette approbation ne s'étend pas au comportement de la majorité parlementaire qui soutient M. Chirac ni à celui du gouvernement qu'il a nommé en 2002 et confirmé, dans ses grandes lignes, en 2004.

La majorité ? La coupure entre l'UMP et L'UDF est devenue une crevasse : les échecs successifs du mouvement qui se voulait dominant, aux élections régionales puis européennes ne peuvent laisser de doute. M. Chirac, qui manifestement n'a plus la main, ne dispose plus d'une majorité dans le pays : avec 16 % des suffrages exprimés, c'est-à-dire 7 % des inscrits, le parti dit du Président est aujourd'hui marginalisé.

Le gouvernement ? On y retrouvera les mêmes contrastes entre un premier ministre à la recherche pénible d'un deuxième souffle, des ministres surtout aptes à tirer des traites sur l'avenir et un ministre de l'Economie et des Finances dont l'activité, omniprésente, semble, pour le moment, couronnée par le succès. Mais une équipe aussi disparate et aussi divisée va-t-elle pouvoir

entreprendre les grandes réformes dont le pays a un urgent besoin ?

Plus que jamais, la vigilance s'impose donc, surtout si l'on veut rester fidèle à un héritage de patriotisme et d'ouverture au progrès. Le nôtre.

Jean CHARBONNEL

Ancien ministre

“ *La France, c'est tous les Français.
Ce n'est pas la gauche, la France.
Ce n'est pas la droite, la France.* ”

Charles de Gaulle
16 décembre 1965

“ *Vous nous montrez que ce que nous avons pu ou pouvons accomplir ne vaut qu'à la condition que cela puisse servir à ceux qui nous remplaceront. Voilà bien, en effet, notre raison d'être, notre espoir et notre responsabilité !* ”

Lettre du général de Gaulle à Edmond Michelet, le 11 juin 1962.

NOTRE MEMOIRE

notre Mémoire

Merci aux Alliés !

Le 25 août 1944, de l'hôtel de ville de Paris où il venait d'être reçu par les représentants de la Résistance, le général de Gaulle lança sa célèbre invocation à Paris, «outragé», «martyrisé», mais désormais libéré ! En même temps, contrairement à ce que l'on a si souvent allégué et que l'on répète encore mensongèrement, il a clairement associé les Alliés, comme il le refera le 29 août, à cette grande victoire :

«Eh bien ! puisque l'ennemi qui tenait Paris a capitulé dans nos mains, la France rentre à Paris chez elle. Elle y rentre sanglante, mais bien résolue. Elle y rentre, éclairée par l'immense leçon, mais plus certaine que jamais de ses devoirs et de ses droits.

Je dis d'abord de ses devoirs, et je les résumerai tous en disant que, pour le moment, il s'agit de devoirs de guerre. L'ennemi chancelle mais il n'est pas encore battu. Il reste sur notre sol. Il ne suffira même pas que nous l'ayons, avec le concours de nos chers et admirables alliés, chassé de chez nous pour que nous nous tenions pour satisfaits après ce qui s'est passé. Nous voulons entrer sur son territoire comme il se doit en vainqueurs [...] Ce devoir de guerre, tous les hommes qui sont ici et tous ceux qui nous entendent en France savent qu'il exige l'unité nationale. Nous autres, qui aurons vécu les plus grandes heures de notre Histoire, nous n'avons pas à vouloir autre chose que de nous montrer, jusqu'à la fin, dignes de la France.» ■

ENTRE LES LIGNES

entre les lignes

Guy Sabatier, *Pourquoi faut-il détruire la France afin de construire l'Europe ? Une seule solution : la Confédération d'Etats-Nations voulue par le général de Gaulle*, Grancher, Paris 2004, 127 p.

Les dernières étapes de la construction européenne auront pu soulever l'opposition des Français attachés à l'indépendance nationale et les emporter vers un souverainisme radical quand d'autres se sont abandonnés à un fédéralisme total dont l'esprit rappelle le pacifisme bon teint d'avant guerre. C'est le grand mérite du livre de Guy Sabatier de sortir de la dialectique de Maastricht qu'un cacique du parti socialiste avait défini et finalement imposé comme un référendum pour ou contre l'Europe, ce qu'il n'était pas. Et ce que ne doit surtout pas être le débat sur la construction européenne. Il y a un bien commun européen, reconnaissons-le, et c'est à son sujet que le vrai débat doit d'être engagé. A l'heure où la France est menée vers une Europe compliquée, Guy Sabatier entend ainsi tordre le coup à quelques idées trop simples qui opposeraient le principe national à l'idée européenne. Dans

le fil d'une tribune remarquée, parue en 2002 dans *Le Figaro*¹, le vice-président du *Carrefour du gaullisme* veut redonner voix à l'alternative gaullienne de la confédération. La construction fédérale telle qu'on nous la présente est, quant à elle, arrivée à un point de rupture ; si bien que c'est l'équilibre de l'ensemble, autrement dit la paix, que le trop plein de fédéralisme menace. La montée de l'eurosepticisme, la persistance des identités nationales, la résistance structurelle des Etats n'ont pourtant pas désarmé l'empire du droit, la logique de système ou l'idéologie même, qui contraignent notre continent et nos Etats à une intégration progressive.

Si le traité de Maastricht, signé en 1991, s'inscrivait dans un contexte d'immédiat après-guerre froide, dans l'esprit d'un nouvel ordre mondial, d'une nouvelle finitude, les négociations du traité de Nice à la fin de la décennie ont notamment marqué la vigueur de l'Europe des Etats et consacré le système de coopérations renforcées. Cette tension est toujours sensible dans le projet Giscard d'où ressort un Conseil européen – institué sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing – conforté au sommet de l'édifice européen.

Il n'en demeure pas moins que le fédéralisme s'imprime dans les traités et s'impose comme fil conducteur de la construction européenne. Sa «logique insidieuse» se manifeste ainsi dans le projet d'un conseil des ministres, véritable instance gouvernementale et législative de l'Union, adjoint d'un ministre des Affaires étrangères et d'une commission de 15 membres, quasi-indépendante. La mention d'Europe fédérale est une nouvelle fois gommée mais qu'importent les mots, le fédéralisme avance par les structures et des transferts d'autorité toujours majorés. Les prétendus conventionnels ont octroyé à l'Union des «compétences exclusives» en grand nombre, auxquelles sont ajoutées des «compétences partagées» avec les Etats mais, comme dispose l'article 11, «les Etats membres exercent leur compétence dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne». Dans la partie III du projet, le nouvel Etat se taille son nouveau domaine et 160 pages y suffisent à peine quand moins d'une centaine d'articles constitutionnels délimite le champ du nôtre. Car il s'agit bien d'un nouvel Etat, de la création d'une Europe souveraine comme l'envisagent Jérôme Monod («un peuple, un seul, un peuple souverain. Une Europe, une seule, une Europe souveraine»)² et la nouvelle UDF («Nous sommes favorables à la construction et à l'exercice d'une Europe souveraine»)³... que la seule ambition sépare. Paradoxalement, l'Europe à 25 peut favoriser une telle évolution et on ne peut que partager la réflexion inquiète de l'auteur : «Pareil ensemble, en effet, serait fatalement sous la menace permanente d'une dérive autoritaire qui deviendrait le recours pour résoudre les difficultés».

C'est donc avec raison que Guy Sabatier instille l'idée qu'il n'y a pas d'Europe fédérale viable hors de la confédération ; l'autre, celle des dits fédéralistes, aspire à la souveraineté, à

l'autorité. La confédération est avant tout définie comme une association d'Etats et oppose le principe de communauté à celui d'unicité. C'est un «organisme commun» et non un Etat, précisait le général de Gaulle⁴, fondé sur le respect de la personnalité de chaque nation et sur le principe de délégation de souveraineté, par définition révocable. Dans un tel système, la souveraineté reste la propriété des nations mais son usage peut être partagé dans le cas d'une décision prise à la majorité. Pour ce faire, l'auteur propose, outre la mise en place d'un véritable statut d'association, une limitation du rôle de la Commission à la gestion technique et administrative tandis que le Parlement deviendrait une véritable assemblée de délibération et de contrôle et que le Conseil européen élirait pour deux ou trois ans un président. On pourra discuter des détails mais l'alternative confédérale, évacuée des débats depuis l'échec du plan Fouchet en 1962, mériterait d'être reconsidérée comme y invite l'étude de Guy Sabatier. Car sur le chemin de Bruxelles, une interrogation grandit : pourquoi donc détruire la France afin de construire l'Europe ?

Jérôme BALOGÉ

¹ Guy Sabatier, «Un super-Etat ou une association d'Etats», *Le Figaro*, 7 novembre 2002. Tribune libre cosignée par Pierre Messmer, Roland Nungesser, Jean Mattéoli, Jean Charbonnel, Jean Foyer, Gabriel Kasperéit, Jacques Trorial, Christian de la Malène, Michel Caldaguès, Nicolas Dupont-Aignan, général François Maurin, Philippe Ragueneau, Annie Himber, Cécile Renson, Elie-Jacques Picard, Jean Guion, Bernard de Gaulle, Christophe Beaudouin.

² Jérôme Monod, Ali Magoudi, *Manifeste pour une Europe souveraine*, Odile Jacob, Paris 1999.

³ Discours de François Bayrou, septembre 1998.

⁴ Discours et messages, t. II, p. 574.

DIALOGUES

Dialogues

1 *Après les cérémonies du début du mois célébrant le soixantième anniversaire du débarquement en Normandie, peut-on faire le point sur la signification qu'elles ont revêtue ?*

La Lettre d'Argos : Pour quelques-uns de ceux qui ont mis en scène ces impressionnantes manifestations, le but était sans doute plus politique qu'historique. Ce fut assurément le cas de M. Bush, en pleine campagne électorale, et même de M. Chirac qui pouvait ainsi prendre une certaine hauteur par rapport aux

difficultés de son gouvernement et aux divisions de sa majorité.

Pour les anciens combattants survivants, alliés ou allemands, ce furent d'émouvantes retrouvailles avec des heures de souffrance et d'héroïsme, qui allaient préluder à la libération de la France et, en définitive, de l'Allemagne, encore enfermée, pour quelques mois, dans le carcan d'Hitler : la courageuse présence du chancelier Schröder a été très significative à cet égard.

Pour tous, et notamment pour les plus jeunes, ce fut le rappel qu'il existe des causes méritant que l'on fasse pour elles le sacrifice de la vie. Peut-être aurait-on pu aussi rappeler du côté français, sans choquer personne, que le retour du peuple à la liberté ne pouvait être séparé de l'affirmation de la dignité de la nation. Car il a fallu l'acharnement du général de Gaulle et la présence active de la Résistance intérieure pour éviter à la France la honte suprême d'être traitée, par l'intermédiaire de l'AMGOT américaine, comme un pays ennemi, administré par une nouvelle force d'occupation, même si on pouvait la supposer plus bienveillante à l'égard de nos concitoyens.

Cela aussi, il ne faut pas l'oublier.

2 *Un certain nombre d'échéances importantes pour la construction européenne viennent d'intervenir. Est-il, dès maintenant, possible de dresser un premier constat de leurs résultats ?*

La Lettre d'Argos : Un des traits marquants des élections européennes du 13 juin était attendu : le nombre élevé des abstentions, en raison des hésitations d'une opinion peu mobilisée devant le caractère pour le moins incertain de la construction européenne en cours. Mais la réalité a dépassé les prévisions les plus pessimistes : pour le moment du moins, les peuples restent absents de l'enchevêtrement des structures qui tentent de s'édifier à Bruxelles, Strasbourg et Luxembourg. De quelle légitimité démocratique cette Europe dispose-t-elle donc ? De bien peu de confiance populaire, à la vérité.

Quant aux résultats particuliers obtenus par les différentes formations politiques en lice, ils appellent seulement trois remarques.

- Le parti socialiste, surmontant pour le moment ses divisions sinon ses ambiguïtés, caracole en tête. Mais pour proposer quelle politique européenne ? Nul ne le sait encore.

- Le souverainisme, cette maladie sénile du gaullisme, réalise des scores modestes. Nous l'avons toujours pensé : il ne peut que conduire à une impasse où les grandes idées d'indépendance et de dignité nationales auxquelles nous tenons risquent de se perdre dans un magma contaminé par l'extrême droite.

- L'UDF a réussi à affirmer sa présence à côté de l'UMP et même presque à égalité avec elle, ce qui réduit à peu de choses l'ambition chiraquienne de rassembler en un même corps toutes les droites françaises. Mais le parti de M. Bayrou n'a pas convaincu sur le plan européen : regrouper 11,5 % des voix sur 40 % de suffrages exprimés n'est pas un exploit ! Combien expriment, d'ailleurs, parmi elles, un projet fédéraliste précis ? Nous y avons surtout trouvé un relent attardé de technocratie, quelques nostalgies de l'Europe vaticane et, plus prosaïquement, le désir de procéder à un vote-sanction de l'équipe au pouvoir, sans aller jusqu'au socialisme...

En ce qui concerne, enfin, le fruit des ultimes travaux de la Convention pour l'avenir de l'Europe, il n'y a pas eu davantage de place pour la surprise. Le compromis boiteux auquel les chefs d'Etat et de gouvernement sont parvenus les 17 et 18 juin ne règle rien sur le fond. Nous en reparlerons ■

*A nos abonnés
A nos lecteurs*

Nous rappelons que notre Lettre ne peut poursuivre son action qu'avec l'aide de ceux qui la lisent et veulent bien l'apprécier. C'est pourquoi, nous nous permettons de demander à nos abonnés de renouveler leur geste d'amitié et à tous ceux à qui nous faisons le service de notre publication de prendre un abonnement. Nous souhaitons aussi qu'ils acceptent, les uns et les autres, de nous signaler les personnes ou les associations que notre Lettre pourrait intéresser, afin d'accroître encore son audience. D'avance, nous les en remercions.

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre d'ARGOS
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 76 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Juin-Juillet 2004, n°